

Londres enquête

Londres, fin des années 1830. Un jeune médecin se rend à pied dans un quartier misérable, à l'extrémité est de la métropole. Les ruelles sont étroites et sombres, encombrées d'ordures, les maisons délabrées. L'air, putride, est à peine respirable. Notre homme, William Farr, se remémore ses premières impressions : « *Les femmes, à moitié nues, paraissaient ivres [...]; les enfants sales, affaiblis, ou rachitiques – malfaisants ou pervers; les hommes articulant des jurons, menteurs, ou voleurs* » (1).

Stimulée par l'essor industriel, la ville a grossi de façon anarchique, provoquant une véritable catastrophe sanitaire. La mortalité, qui avait pourtant chuté à la fin du XVIII^e siècle, remonte de façon inquiétante. L'espérance de vie à la naissance est souvent proche de 20 ou 30 ans. Dans tout le pays, les épidémies se multiplient, fièvres, variole, choléra, laissant derrière elles des milliers de victimes. Le climat est à l'agitation sociale. L'épidémie de choléra de 1831 s'est ainsi accompagnée de plusieurs dizaines d'émeutes à Londres, Liverpool, Manchester.

Mais William Farr est d'un caractère profondément optimiste : « *Il y a tout lieu de penser que le regroupement de l'humanité dans les villes ne mène pas forcément à un désastre* ». Il vient lui-même d'un milieu très pauvre, mais rural. Il a étudié quelque temps à Paris, où l'on enseigne déjà l'hygiène. Il en est persuadé : une proportion considérable de morts pourrait être évitée. Le médecin a en effet une idée fort précise de la cause des épidémies. Les germes sont encore inconnus et, comme nombre de ses collègues, il ne croit guère à la contagion. Il accuse plutôt les « miasmes » de l'atmosphère urbaine d'être à l'origine des fièvres. Selon cette théorie, alors très en vogue, c'est la décomposition des matières animales et végétales qui produit le poison morbide. Il monte des égouts, des cimetières, des abattoirs, des eaux polluées de la Tamise, connectant « *par un véhicule subtil, malsain,*

mortel, les personnes agglomérées dans les ruelles et les impasses étroites, au fond desquelles ne circule aucun souffle de vent » (2).

D'où l'urgence de réformes sanitaires. Mais pour convaincre, il faut des faits. Des enquêtes. Des chiffres. Farr est loin d'être le seul à penser de la sorte. Le climat politique britannique est propice à la réforme, et nombre de libéraux considèrent que les « statistiques » sont un préalable indispensable à l'action. Le terme, à la définition encore floue, suscite un vrai engouement. Des hommes d'affaires, des banquiers, des médecins se regroupent dans les premières sociétés de statistiques, fondées à Manchester (1833), à Londres, à Bristol... On y chercherait en vain de grands mathématiciens.

Les sociétés attirent en revanche de jeunes gens qu'une carrière dans l'administration ou dans les assurances a familiarisés avec le maniement des chiffres. Lieux d'échanges et sources de financement pour les nouveaux statisticiens, ces cercles privés permettent avant tout de faire pression sur le Parlement pour l'adoption de réformes. Ce n'est pas à l'industrialisation, mais à l'urbanisation, que s'attaquent ces réformistes, partisans du libre échange et du « laisser-faire » en matière

d'économie. En enquêtant sur la condition ouvrière, il ne s'agit pas de dénoncer la pauvreté en soi, mais la décadence qui lui est attachée. D'ailleurs, le problème ne se pose pas dans les campagnes, où « *la conduite générale des personnes est marquée par la sobriété, la frugalité et le labeur* » (3). C'est la concentration urbaine qui conduit à la détérioration physique et morale, faisant obstacle à l'épanouissement d'une population vertueuse et économe.

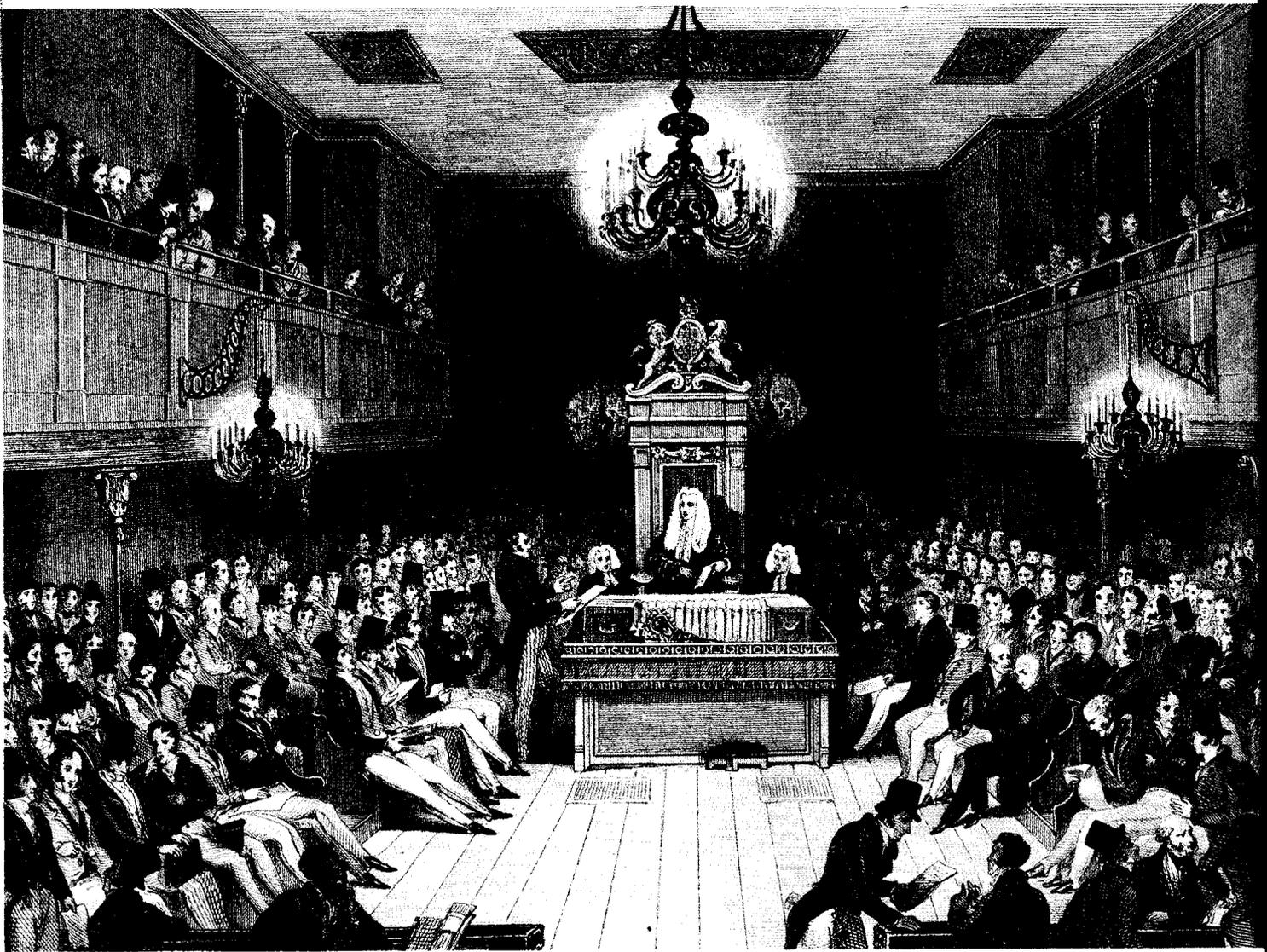
**1830 : l'Angleterre industrielle est en pleine crise. C'est dans ce contexte difficile que naissent les premières grandes études sur la mortalité. Leur but ? Influencer le Parlement et appuyer les réformes...
par Laure Schalchli**

Conséquence du développement anarchique de Londres au début du XIX^e siècle, la misère entraîne les plus démunis à élire domicile dans les ruelles étroites et sombres de la capitale, bordées de maisons délabrées et jonchées d'ordures qui asphyxient l'air.

1 - Dans le premier rapport du General Registration Office, 1839.
2 - Dans le cinquième rapport du General Registration Office, 1843.
3 - Rapport de la Société statistique de Manchester, 1839, cité par Michael Cullen.

sur ses pauvres





MARY EVANS PIC. LIB.

En 1836, le *Registration Act* stipule la création d'un registre national où seront notés naissances, mariages et décès. Mais suite aux pressions de l'Église anglicane, la Chambre des lords vote un amendement, et seule la déclaration des décès devient obligatoire.

La statistique, précise la société de Londres à sa fondation, « *cherche seulement à rassembler, combiner et comparer les classes de faits, qui peuvent seuls fournir la base de conclusions correctes du point de vue du gouvernement social et politique* ». Elle exclut donc – en théorie – toute forme de spéculation ou d'opinion ⁽⁴⁾. Les enquêtes ponctuelles se succèdent – qui serviront plus tard de modèles pour les grandes enquêtes nationales. Illettrisme, hygiène, éducation, religion, rentes, objets domestiques, tous les aspects de la vie quotidienne et de l'éducation des pauvres sont passés au crible. Le souci du détail frôle parfois l'absurde : ainsi apprend-on qu'à Marylebone, entre Manchester et Liverpool, 166 pères et mères peuvent « *chanter une chanson gaie* », alors que 871 en sont incapables... ⁽⁵⁾ Mais ce sont les crimes, manifestations les plus visibles de la dégénérescence

morale, qui intéressent avant tout les statisticiens. De nombreuses enquêtes sont menées dans le pays pour déterminer si les morts violentes sont plus fréquentes dans les milieux où l'on trouve un bas niveau d'instruction. Les résultats sont contradictoires et la controverse vive.

William Farr devient membre de la Société de statistique de Londres en 1839, et y jouera un rôle actif jusqu'à sa mort. Les phénomènes vitaux – crimes, maladies, décès – sont, pense-t-il, gouvernés par des lois, de la même façon que les lois de la matière gouvernent les corps inertes. Ces lois démographiques, il faut s'efforcer de les découvrir. La tâche s'avère toutefois difficile, en l'absence de recensement fiable et de suivi de la population – réticente – par l'État. Baptêmes, mariages et enterrements sont certes consignés dans les registres paroissiaux, mais ceux-ci sont difficiles d'accès, mal entretenus, voire falsifiés...

La tournure des événements va rapidement permettre à Farr de réaliser ses projets à grande échelle.

4 – Société statistique de Londres, 1837, cité par Alain Desrosières.

5 – Enquête de la Société centrale d'éducation, citée par Michael Cullen.

Alors que le gouvernement et les institutions britanniques sont en pleine réforme, le mouvement statistique, qui s'est d'abord épanoui dans les sphères privées, gagne la vie publique. Pour la première fois, l'Angleterre et le pays de Galles viennent de se doter d'un état civil. Le *Registration Act*, adopté en 1836 après une série de manœuvres parlementaires, stipule la création d'un registre national, où seront notés les naissances, les mariages et les décès, en précisant la cause de la mort. Dans les faits – suite aux pressions de l'Église anglicane et à un amendement de dernière minute des Lords – seule la déclaration des décès est obligatoire. La loi ne s'étend pas non plus à l'Écosse et à l'Irlande.

Comment, dans la pratique, suivre l'ensemble des données démographiques ? Il faut pour cela des centaines d'officiers d'état civil répartis dans le pays. L'administration a l'avantage de ne pas partir de zéro. Des antennes locales de l'État ont déjà été mises en place voici peu, mais dans un autre but : l'administration de la « Loi sur les pauvres » (*Poor Law*), qui vient de subir, sous la houlette du médecin réformateur Edwin Chadwick, une sévère refonte. La nouvelle législation reconnaît le droit à l'assistance pour les plus miséreux, mais à certaines conditions seulement : les personnes en état de travailler ne sont secourues que si elles entrent dans des hospices au régime très dur. Pour administrer cette nouvelle loi, les paroisses ont été regroupées en *Poor Law Unions*. C'est sur cette infrastructure que s'appuie le tout nouvel état civil. Pour l'occasion, les *Poor Law Unions* sont divisées en sous-districts, employant au total plus de 2 000 officiers d'état civil. Chaque trimestre, le contenu des registres est transmis à Londres au *General Register Office* (GRO), l'équivalent des Archives de l'état civil. Ce dernier est chargé de fournir, une fois par an, un résumé de ses travaux au Parlement.

William Farr rejoint le GRO en 1839, d'abord à un poste modeste, pour le maigre salaire de 350 livres par mois. Il y restera quarante-deux ans, officiellement à la tête du département des statistiques. Dans les faits, Farr prend vite la direction de tous les travaux et rédige les rapports annuels (peu importe qui les signe). Son travail dépassera les attentes. En lieu et place des simples résumés statistiques exigés par la loi, Farr remet d'énormes volumes comptant jusqu'à 500 pages, qui regorgent de tableaux. De longs commentaires lui permettent de traiter d'un vaste éventail de sujets : médecine préventive, réformes sanitaires, économie, applications pour le commerce d'assurances...

Dès les premiers mois, Farr peut être fier de la tenue des registres d'état civil. Malgré les critiques de confrères et quelques résistances de la popula-

tion, le résultat est largement positif. Certes, les officiers d'État civil viennent d'horizons très divers, ils sont mal rémunérés, et leur travail de collecte laisse parfois à désirer. L'éminent médecin Edwin Chadwick pointe ainsi un « dissident calviniste » à Manchester, un « socialiste » à Birmingham et un prédicateur itinérant, non conformiste, à Leeds. Malgré tout, les registres sont bien plus complets que ceux des paroisses. En quelques années, la quasi totalité des morts sont déclarées, résultat que d'autres pays, en particulier la France, sont loin d'avoir atteint. Le

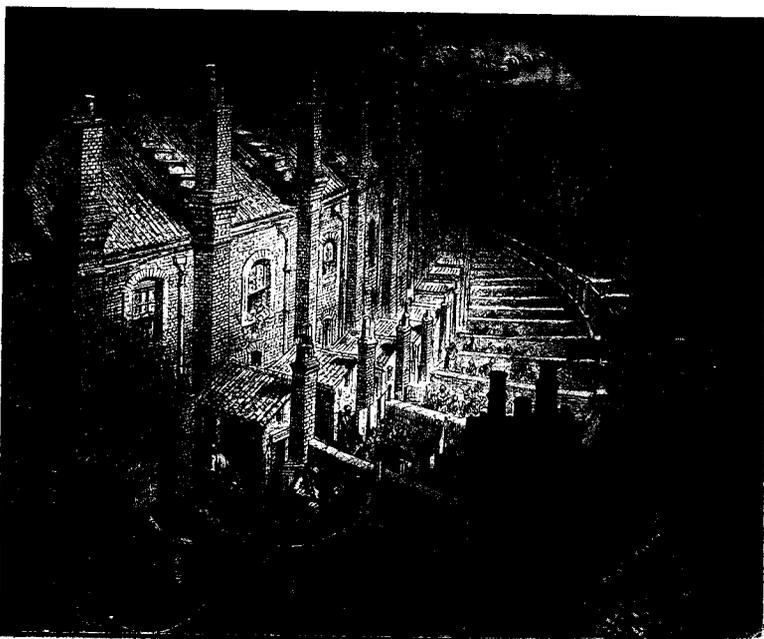
bilan est plus mitigé pour les naissances : Farr ne peut échapper à la conclusion qu'un nombre considérable d'enfants illégitimes (10 % environ au niveau national, probablement entre 20 et 25 % à Londres), échappent à ses services. Mais le matériel recueilli est néanmoins considérable.

Reste à compiler ces données, à leur appliquer des techniques statistiques adéquates. Comme beaucoup de ses collègues, Farr ne s'intéresse guère aux mathéma-

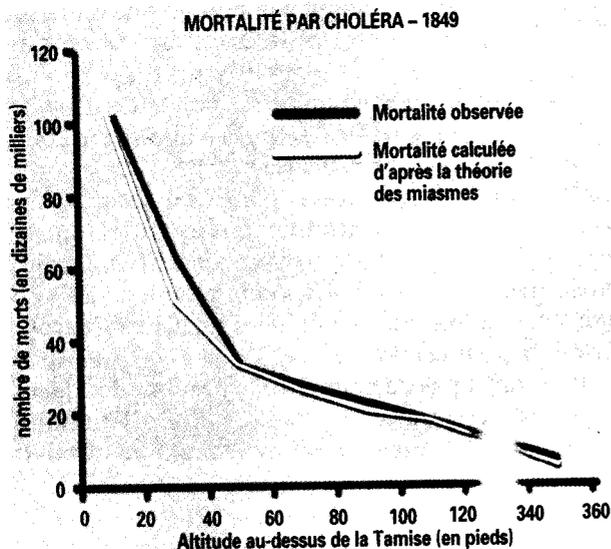
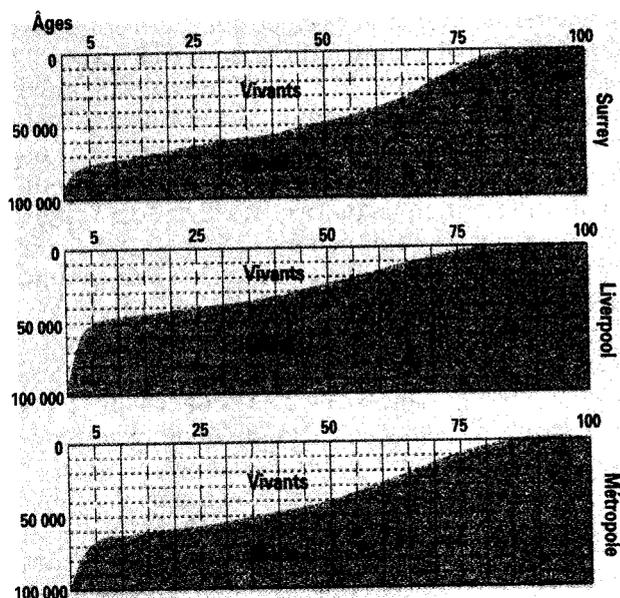
tiques. Il veut fournir des résultats utiles et pratiques. Avant tout, il lui faut conforter ses théories sur la nocivité de l'environnement urbain. L'entreprise est fastidieuse. Farr prépare ainsi lui-même les statistiques correspondant aux six premiers mois du registre, examinant un à un les 148 701 morts rapportées pendant cette période.

Il ne suffit pas de connaître le nombre des décès et leur cause (pour ce faire, l'officier d'État civil recueillait le témoignage d'un médecin ou donnait

Partisans du « laisser-faire » dans le domaine de l'économie, les réformistes ne s'attaquent pas à l'industrialisation mais à l'urbanisation galopante qui, selon eux, fait obstacle à l'épanouissement d'une population vertueuse, mais aussi économe.



J. VIGNE, VERSAILLES, BIBL. MUN.



Dans les années 1840, le General Register Office multiplie les statistiques mesurant la santé de la population. Ainsi, il apparaît que dans l'insalubre Liverpool, l'espérance de vie n'est que de 25,7 ans, alors qu'elle dépasse les 45 ans dans le comté rural de Surrey (figure 1). Elle avoisine les 37 ans à Londres, où la Tamise semble être l'un des facteurs déterminants du taux de mortalité par choléra. Les districts de la ville les plus proches des berges insalubres du fleuve affichent en effet un chiffre supérieur à 100 000 morts (figure 2).

sa propre opinion...). Encore faut-il, pour établir des tableaux statistiques, disposer d'une classification simple et pratique pour pouvoir les regrouper. C'est l'une des premières tâches à laquelle s'attelle le médecin. Sa classification comporte cinq entrées : maladies « constitutionnelles », « locales », « développementales », morts violentes (à leur tour, subdivisées en accidents, combats, homicides, suicides et exécutions), et, surtout, maladies « zymotiques » (éthymologiquement, causées par la fermentation).

Cette dernière classe fait l'objet d'attentions particulières : elle regroupe toutes les maladies qu'il pense dues à des miasmes, comme la variole, le choléra ou la syphilis. Celles-là mêmes qui se multiplient dans les villes.

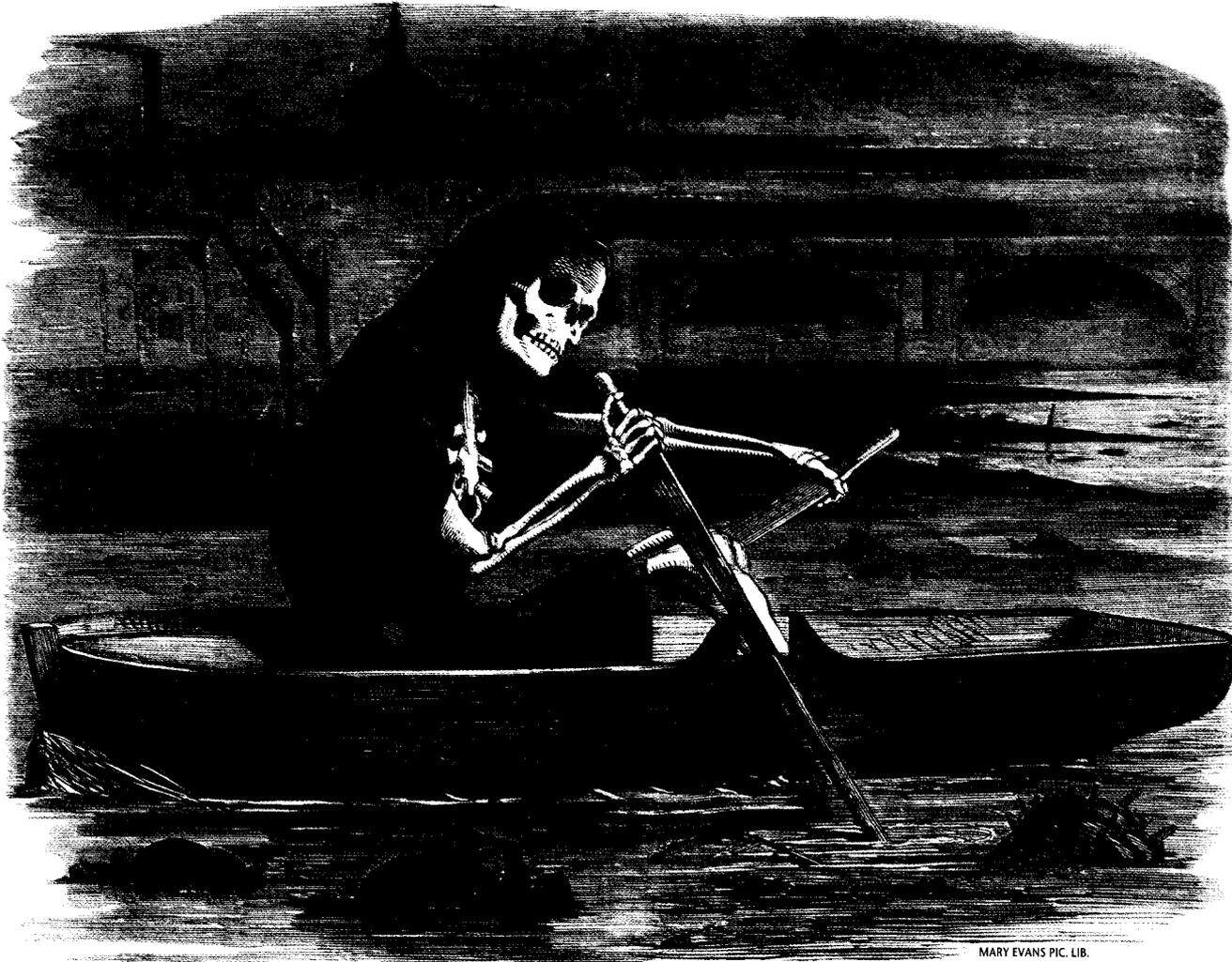
Le cinquième rapport du GRO, pour l'année 1843, constitue sans doute la pièce maîtresse de l'œuvre de Farr. Le statisticien y expose longuement ses méthodes, qui deviendront fondamentales en démographie comme en science sociale. Comment comparer la mortalité à la ville et à la campagne, ou d'un quartier à l'autre de Londres ? Au contraire des enquêteurs peu scrupuleux, Farr est bien conscient que la distribution en âge d'une population influe sur son taux de mortalité. Il faut donc en tenir compte avant de comparer les districts. Il s'oppose également aux méthodes de Chadwick, qui utilise l'âge moyen lors du décès comme mesure de la santé d'une population. Farr considère – à juste titre – qu'il s'agit d'une hérésie, puisque, justement, ce calcul ne tient pas compte de l'âge de la population. Pour éviter ces pièges, Farr s'inspire plutôt des techniques de base déjà utilisées par les compagnies d'assurance. Le cinquième rapport contient ainsi un grand nombre de « tables de mortalité », qui permettent d'estimer la salubrité de différentes zones géographiques.

La comparaison entre Liverpool, Londres, et Surrey – à l'ouest de la métropole – est édifiante (voir la figure 1). A Surrey, l'espérance de vie à la naissance est de 45,1 ans ; dans la métropole, elle n'est plus que de 36,7 ans, et elle ne dépasse pas 25,7 ans à Liverpool, la ville la plus insalubre du pays. Si l'on en croit la table de mortalité, seule la moitié des enfants nés à Liverpool sont encore en vie à leur cinquième anniversaire.

Les statistiques démographiques font plus que conforter Farr dans ses convictions. Elles révèlent aussi au public et au parlement l'ampleur du phénomène, invisible au cas par cas. « On peut affirmer, sans grand risque d'exagération, avance Farr dès le premier rapport du GRO, qu'il est possible de réduire les morts annuelles en Angleterre et au pays de Galles de 30 000, et d'augmenter la vigueur (ne puis-je ajouter l'industrie et la prospérité ?) de la population en égale proportion ». De fait, à partir de 1848, le taux de mortalité annuel moyen du pays, à savoir 23 pour 1 000, est pris comme standard par les autorités publiques, qui peuvent intervenir et demander des améliorations sanitaires locales en cas de dépassement.

Les registres permettent en outre de suivre la progression des épidémies. En 1839, lorsque les premiers registres sont mis en place, la variole gagne du terrain : dans les six mois qui suivent, 31 000 décès sont attribués à la maladie. Farr pourra par la suite prédire, à plusieurs reprises, le décours d'une épidémie. C'est en 1852 qu'il publie son étude la plus fameuse sur l'épidémie de choléra qui a frappé le pays en 1848 et 1849 (voir la figure 2). Farr classe les

ILLUS. A. MEYER



Selon une théorie alors très en vogue au XIX^e siècle, les miasmes de l'atmosphère urbaine qui remontent des égouts, des cimetières, des abattoirs ou des eaux polluées de la Tamise, assaillent les quartiers les plus défavorisés, semant la mort sur leur passage.

districts de Londres en fonction de leur altitude au dessous de la Tamise, et montre que la mortalité est d'autant plus forte que l'altitude est basse. Une découverte qui conforte ses idées, puisque les berges du fleuve regorgent de matière organique, source présumée des miasmes.

Bien sûr, on peut aujourd'hui douter de la valeur des statistiques publiées par le GRO. La collecte des données souffrait de défauts, l'état des sciences médicales de ce début du XIX^e siècle a sûrement entraîné un nombre considérable de faux diagnostics. La théorie des miasmes s'est vue infirmée par la découverte des germes responsables des maladies infectieuses. Malgré tout, Farr aura sûrement été le plus grand statisticien anglais de son temps, composant au mieux avec des données imparfaites. On lui doit des méthodes et des concepts pionniers en démographie et en épidémiologie.

A l'instar de ses collègues des sociétés de statistique, « il était l'un des membres d'un groupe important d'activistes sociaux de l'époque victorienne qui pensaient que la réforme de la société pouvait devenir scientifique », souligne l'historien des sciences John M. Eyler. Des réformistes qui étaient persuadés que « les statistiques deviendraient la vraie science de l'État ». Leur enthousiasme résistera mal à la période de stabilité politique et de prospérité qui marquera l'Angleterre victorienne des années 1850 et 1860. Depuis sa naissance, le mouvement statistique anglais s'était enfermé dans une curieuse contradiction, entre le souci d'objectivité scientifique, excluant toute opinion, et la volonté affichée d'apporter des solutions à des problèmes sociaux urgents. Une attitude qui poussait donc parfois les statisticiens à « dissimuler la propagande derrière des faits », comme le rappelle l'historien Michael Cullen, ou bien à rejeter tel indice statistique, pourtant « utilisé avec plaisir lorsqu'il satisfait les besoins du dogme ».

Les deux composantes inconciliables du mouvement statistique britannique finiront néanmoins par se séparer, pour laisser, d'un côté, les questions sociales et politiques aux sociologues, et, de l'autre, l'outil statistique aux mathématiciens.

**POUR
EN SAVOIR
PLUS :**

- John M. Eyler, *Victorian Social Medicine: The Ideas and Methods of William Farr*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1979.
- Michael J. Cullen, *The statistical movement in early Victorian Britain: the foundation of empirical social research*, Hassocks, Sussex: The Harvester press; New York: Barnes and Noble Books, 1975.
- Alain Desrosières, *La politique des grands nombres, Histoire de la raison statistique*, Éditions La Découverte, 1993.